

Session du Parlement de l'EAC à Bujumbura

PANA, 23 octobre 2013 Dar-es-Salaam, Tanzanie - L'heure est venue pour les citoyens des Etats partenaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) d'intégrer la philosophie "Un Peuple, Un Destin", a déclaré le président burundais Pierre Nkurunziza, devant l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est (EALA) qui siège actuellement à Bujumbura. "Je crois que nous pouvons accélérer la fédération politique à laquelle la population du Burundi et celles des autres Etats partenaires ont positivement et massivement adhéré", a indiqué le chef de l'Etat burundais, en invitant les députés de l'EAC à proposer des solutions pertinentes qui pourront avoir des effets positifs sur la population de la région. "Un Peuple, Un Destin" est la devise de l'EAC qui regroupe le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. L'EALA a démarré sa session mardi dans la capitale burundaise pour examiner quatre projets de loi qui, selon la présidente de l'Assemblée, Margaret Nantongo Zziwa, sont essentiels à l'intégration de l'EAC. Il s'agit du Projet de loi 2012 sur le poste frontière à guichet unique, le Projet de loi 2012 sur le contrôle de charge des véhicules de l'EAC, le Projet de loi de finances de l'EAC et le Projet de loi 2013 sur les jours fériés dans l'EAC. Le président Nkurunziza a également indiqué que le Protocole de l'Union monétaire doit être signé lors du prochain sommet des chefs d'Etat de l'EAC. Il a plaidé pour la mise en application intégrale et rapide du Protocole relatif au marché commun afin de permettre aux citoyens de l'EAC de jouir de ses bénéfices mutuels. "Nous devons veiller à ce que les meilleures pratiques des Etats partenaires soient partagées", a dit le président Nkurunziza, tout en soulignant que le Burundi avait lancé un programme de sensibilisation nationale sur l'intégration régionale et les activités des organes de l'EAC. "Je veux féliciter l'EALA pour sa décision de faire tourner ses sessions plénières pour permettre aux citoyens d'être plus conscients du mandat de l'Assemblée", a-t-il ajouté. Par ailleurs, Mme Zziwa a noté que l'Assemblée avait lieu à "un moment irréversible du processus d'intégration nationale". "Nous sommes ravis que le prochain sommet procède à la signature de l'Union monétaire, le troisième volet du processus. La population d'Afrique de l'Est a attendu avec patience. Nous restons persuadés qu'après des années et des mois de négociations complexes et d'échanges, la population d'Afrique de l'Est attend avec intérêt l'avènement de la monnaie commune", a-t-elle fait remarquer. Elle a invité les Etats partenaires à réviser leurs lois domestiques pour se conformer aux engagements et accords compris dans le Protocole sur le marché commun. "Nous devons respecter les promesses que nous avons faites aux citoyens notamment, concernant les cartes d'identification lisibles par machine, la mobilité des travailleurs et l'harmonisation des bénéfices", a-t-elle dit, soulignant que l'Union douanière avait entraîné une hausse significative du commerce intra-régional. En 2011, d'après le Rapport Doing Business de la Banque mondiale de 2012, le commerce intra-régional a augmenté de 23 pc par rapport à la valeur totale des exportations.